

## Conseil communal séance n° 2024/08 du 16 septembre 2024

Présences	Marc Lies, bourgmestre, Diane Adehm, Claude Lamberty, Guy Wester, échevins, Georges Beck, Myriam Feyder, Mathis Godefroid, Carole Goerens, Anne Huberty, Marie-Lyne Keller, Henri Pleimling, Robert Leven, Christiane Streef, Jean Theis, Rita Velazquez, Pit Zahlen, conseillers, Jérôme Britz, secrétaire
Absences	Stephen De Ron (excusé)

### Séance à huis clos :

**Point 1 :** Engagement d'un employé communal dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe technique, pour les besoins du service des autorisations de construire ;

**Point 2 :** Engagement d'un employé communal dans le groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif ;

**Point 3 :** Approbation de la démission d'un fonctionnaire communal ;

**Point 4 :** Promotion d'un fonctionnaire communal ;

Conformément aux dispositions de la loi communale, les points 1 à 4 de l'ordre du jour sont traités à huis clos.

### Séance publique :

**Point 5 :** Plan de gestion annuelle de la propriété forestière pour l'exercice 2025 ;

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver le plan de gestion annuelle de la propriété forestière pour l'exercice 2025.

**Point 6 :** Modification du règlement général de police

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de modifier le règlement général de police modifié du 5 mai 2004, suivant le projet de modification du règlement général de police élaboré par le collège des bourgmestre et échevins.

**Point 7 :** Affaires de personnel ;

**a) Création d'un poste d'employé communal dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe technique, pour les besoins du service informatique**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de créer un poste d'employé communal à plein temps dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe technique, pour les besoins du service informatique.

**b) Fixation des salaires des enseignants engagés pour les besoins de l'école de musique ;**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de prendre des décisions individuelles de classement en application de l'article 74 de la loi du 26 juillet 2023 portant fixation des

conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal.

**c) Décision individuelle de classement d'un employé communal**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de prendre une décision individuelle de classement en exécution de l'article 19 du règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 déterminant le régime et les indemnités des employés communaux.

**Point 8 : Propriétés immobilières ;**

**a) Approbation d'actes ;**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver l'acte d'acquisition avec constitution de servitudes numéro 2024-003 du 16 septembre 2024, par lequel acte la commune devient propriétaire des parcelles suivantes :

**Commune de Hesperange, section A d'Alzingen :**

*Numéro 395/4840, « Rothweit », terre labourable, contenant 1 are 92 centiares ;*

*Numéro 1791/2720, « in Rodert », terre labourable, contenant 15 ares 80 centiares. (en réalité il s'agit d'une parcelle boisée d'épicéas) ;*

Par ce même acte deux servitudes sont constituées sur la parcelle suivante (fonds servant), inscrite au cadastre comme suit :

**Commune de Hesperange, section C d'Alzingen :**

*Numéro 395/4841, « Rothweit », terre labourable, contenant 96 ares 28 centiares*

accordant à la commune les droits de servitude suivants :

- une servitude de passage perpétuelle et gratuite donnant accès à la prédite parcelle 395/4840 ;
- une servitude technique perpétuelle et gratuite pour une canalisation d'eau de pluie avec regards ;

La vente a eu lieu moyennant le prix de vente de 21 400,00 € et a lieu dans un but d'utilité publique, à savoir :

- en ce qui concerne la prédite parcelle 395/4840 : la modification de la rétention et déviation d'eau de pluie pour le quartier Rothweit I à Alzingen ;
- en ce qui concerne la prédite parcelle 1791/2720 : l'intégration de la parcelle dans la propriété forestière communale en vue d'une gestion et exploitation durable et la production de copeaux de bois pour chauffage.

**b) Approbation de compromis**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver le compromis de cession signé en date du 2 septembre 2023 relatif à la cession à la commune des parcelles suivantes:

**Commune de Hesperange, section B d'Itzig :**

*Numéro 1086/6885, « im Bongert », rue, contenant 22 ares 65 centiares ;*

*Numéro 1086/6889, « im Bongert », place, contenant 13 centiares ;*

*Numéro 1090/5802, « im Bongert », place voirie, contenant 30 centiares ;*

*Numéro 1095/6822, « im Bongert », pré, contenant 22 centiares ;*

*Numéro 1097/6879, « rue de Contern », rue, contenant 1 are 12 centiares ;*

La cession aura lieu gratuitement et sera effectuée dans le cadre de l'exécution du plan d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Itzig au lieu-dit « Im Bongert »,

approuvé par le conseil communal en date du 31 janvier 2005 et par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et e l'Aménagement du Territoire en date du 3 mars 2005, référence 14358/24C ;

La cession aura lieu dans un but d'utilité publique, à savoir l'intégration dans la voirie communale ;

**c) Approbation de contrats de bail**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver le contrat de bail signé le 2 septembre 2024 relatif à la parcelle suivante :

**Commune de Hesperange, section A de Hesperange :**

*Numéro 1156/6632, « rue de l'Ecole », place, contenant 15 centiares ;*

Le loyer annuel s'élève à 7,50 € et le contrat est conclu pour une durée de 3 ans à partir du 1<sup>er</sup> août 2024 avec tacite reconduction d'année en année.

**d) Approbation de contrats de mise à disposition et d'utilisation d'un logement**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver un contrat de mise à disposition d'urgence, deux contrats de mise à disposition et sept avenants de contrat de mise à disposition et d'utilisation pour un logement social de l'administration communale de Hesperange.

**Point 9 : Finances :**

**a) Approbation de modifications budgétaires ;**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de réduire les crédits inscrits aux articles 4/612/221311/22015 et 4/624/221313/23010 comme suit :

Exercice	Article	Crédit admis antérieurement	Dépenses en moins	Crédit après modification
2024	4/612/221311/22015	2 845 000,00 €	2 500 000,00 €	345 000,00 €
2024	4/624/221313/23010	1 000 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €

et de voter un crédit supplémentaire à l'article 4/831/221311/17006 comme suit :

Exercice	Article	Crédit admis antérieurement	Dépenses en plus	Crédit après modification
2024	4/831/221311/17006	2 645 096,90 €	3 000 000,00 €	5 645 096,90 €

**b) Approbation de titres de recette**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver les titres de recette ci-dessous :

Exercice	Article – numéro titre	Date	Montant (en €)
2024	2/120/748800/99001 – 13	28.06.2024	14,00
2024	2/120/748800/99001 – 17	15.07.2024	37,80
2024	2/410/702200/99001 – 5	15.07.2024	22 429,18
2024	2/860/748800/990001 – 6	15.07.2024	1 774,80
2024	2/120/748800/99001 – 18	15.07.2024	1 739,60
2024	2/120/748800/99001 – 19	15.07.2024	10 830,23
2024	2/630/702300/99002 – 5	15.07.2024	75 448,11
2024	2/120/748800/99001 - 22	19.08.2024	2 001,00

**Point 10 : Approbation du projet relatif à la rénovation du bassin de rétention des eaux pluviales du PAP Parc Rothweit ;**


Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver le projet définitif détaillé relatif à la rénovation du bassin de rétention des eaux pluviales du PAP Parc Rothweit élaboré par Monsieur Daniel Dos Santos Ferreira le 26 août 2024 au montant total de 75 000,00 € htva (87 750,00 € ttc).

### Point 11 : Règlement général de la circulation

#### a) Modifications à durée indéterminée


##### 1. Fentange, rue Nicolas Mersch

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de compléter la rubrique concernant la rue Nicolas Mersch à Fentange par la disposition suivante :

Article	Libellé	Situation	Signal
3/2/1	arrêt	- à la sortie du parking écologique rue Nic.Mersch	

##### 2. Howald, rue Edouard Oster




Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de compléter la rubrique concernant la rue Edouard Oster à Howald par la disposition suivante :

Article	Libellé	Situation	Signal
5/6/16	Stationnement payant, stationnement handicapés, sauf résidents avec vignette	- à côté de l'immeuble 21, (1 empl. hand.), (excepté 2h, les jours ouvrables de 08h00 à 18h00)	

##### 3. Howald, rue Eugène Welter

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de supprimer la rubrique concernant la rue Eugène Welter à Howald par la disposition suivante :

Article	Libellé	Situation	Signal
---------	---------	-----------	--------

5/6/16	Stationnement payant, stationnement handicapés, sauf résidents avec vignette	- devant la maison 27 (1 emplacement), (excepté 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00)	 <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content;"> <small>excepté</small>    <small>2 emplacements</small> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content;">  <small>jours ouvrables</small>  <small>lundi - samedi</small>  <small>08.00 - 18.00h</small>  <small>excepté 2h</small>  <small>sauf résidents</small>  <small>avec vignette</small> </div>
--------	--	--	---

**b) Modifications à durée déterminée ;**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de confirmer les règlements de circulation temporaires édictés d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins suivants :

Date du règlement	Référence	Objet
29.07.2024	2024/25a2	Howald, rue des Bruyères
29.07.2024	2024/25a3	Howald, rue des Bruyères
29.07.2024	2024/25a4	Hesperange, route de Thionville
29.07.2024	2024/25a5	Howald, rue des Bruyères
05.08.2024	2024/26a1	Itzig, rue de Hesperange / rue Espen
05.08.2024	2024/26a6	Alzingen, rue Josy Haendel
05.08.2024	2024/26a8	Hesperange, rue du Stade 2000
02.09.2024	2024/27a2	Howald, rue des Bruyères
02.09.2024	2024/27a5	Hesperange, rue d'Itzig
02.09.2024	2024/27a6	Hesperange, rue de Bettembourg
02.09.2024	2024/27a7	Fentange, rue de Gasperich
02.09.2024	2024/27a8	Hesperange, Ceinture um Schlass
02.09.2024	2024/27a9	Alzingen, rue de Roeser
02.09.2024	2024/27a10	Howald, rue Eugène Welter
02.09.2024	2024/27a11	Itzig, rue Abbé Nicolas Weyrich
06.09.2024	2024/28a8	Howald, route de Thionville
06.09.2024	2024/28a9	Howald, rue Ernest Beres
06.09.2024	2024/28a11	Hesperange, Ceinture um Schlass
16.09.2024	2024/29a3	Itzig, rue de Contern
16.09.2024	2024/29a5	Hesperange, Ceinture um Schlass/rue Jules Diederich
16.09.2024	2024/29a6	Alzingen, rue de Roeser

**Point 12 : Concessions de cimetière ;**

A l'unanimité des voix les conseillers ont approuvé les concessions suivantes :

Nom	Cimetière de/d'	Objet
Fernando Da Silva Cordeiro	Fentange	une tombe simple
Janine Galikine-Goldschmit	Howald	une tombe simple
Albert Cortina	Howald	un colominaire
Henriette Kremer	Alzingen	un colominaire
Marzia Donini-Lanteri	Howald	un colominaire
Marthe Brücks	Howald	une tombe simple
René Remakel	Howald	une tombe double
Joseph Altmann	Alzingen	une tombe double

Georges Pierret	Howald	une tombe double
Joseph Mildenberger	Howald	une tombe double
Nicolas Kieffer	Howald	un colominaire
Andre Marxen	Howald	une tombe double
Maria Welter	Howald	une tombe simple
Julien Wester	Alzingen	une tombe double
Giuseppe Avantario	Howald	une tombe simple
Yvette Gaspard	Hesperange	une tombe double
Yvette Schaus	Howald	une tombe double
Christiana Pohs	Howald	une tombe double
Joseph Nicolas Fischer	Itzig	une tombe double
Ruzica Miljkovic	Howald	une tombe simple
Anny Louis	Fentange	une tombe double
Gomes Correia de Almeida Adelaide Maria	Howald	une tombe simple
Francesco Iacovelli	Fentange	une tombe double

**Point 13 : Approbation de conventions ;**

**a) CIGL Hesperange – Naturgaard Kiemert - avenant**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver un premier avenant à la convention signée en date du 24 avril 2023, signé le 8 juillet 2024 entre le « Centre d'Initiative de Gestion Local a.s.b.l. », d'une part, et l'administration communale de Hesperange, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, d'autre part.

**b) Club Haus am Saitert – Convention 2024**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, d'approuver la convention signée en date du 24 mai 2024 entre l'administration communale de Hesperange, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représentée par Monsieur Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre-ensemble et de l'Accueil et l'Association Foyers Seniors a.s.b.l., représentée par Madame Liliane Frising, présidente, relative au fonctionnement et au financement du Club Senior, dénommé « Club Haus am Saitert », situé à Alzingen, au Centre Jean-Pierre Thoma.

**Point 14 : Commissions consultative - commission scolaire**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de nommer un nouveau membre de la commission scolaire, en remplacement de Monsieur Michel Donven, Madame Marie-Paule Muller (service scolaire de l'administration communale), secrétaire.

**Point 15 : Fixation de la répartition du supplément de congé politique**

Le conseil communal décide, à l'unanimité des voix, de fixer la répartition du supplément de congé politique prévu à l'article 3bis du règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, comme suit :

- Monsieur Claude Lamberty, échevin : 7,5 heures hebdomadaires supplémentaires de congé politique ;
- Monsieur Guy Wester, échevin : 3 heures hebdomadaires supplémentaires de congé politique ;
- Monsieur Georges Beck, conseiller communal : 4,5 heures hebdomadaires supplémentaires de congé politique.

## Point 16 : Questions émanant des conseillers

- a) Question présentée par Monsieur Stephen De Ron et Madame Marie-Lyne Keller « déi gréng », par Monsieur Mathis Godefroid « Piraten » et Madame Rita Velazquez « LSAP ».

**« Concerne : Question l'article 25 de la loi communale du 13 décembre 1988**

*Monsieur le Bourgmestre, Madame, Messieurs les Échevins,*

*En vertu de l'article 25 de la loi communale du 13 décembre 1988, nous nous permettons de vous soumettre ci-dessous les questions qui suivent :*

*En date du 17 juillet 2024, un membre de l'exécutif communal a adressé un message à un membre du conseil communal suite à une lettre envoyée par les conseillers de l'opposition, à savoir déi gréng, LSAP et Piraten de la commune de Hesperange.*

*Ces derniers souhaitaient formellement contester auprès du Ministère des Affaires intérieures la décision prise lors du conseil communal du 12 juillet 2024, concernant le recrutement d'un employé communal de grade A2 portant sur le poste de coordinateur du pacte communal.*

*Le message en question se lit comme suit : « **Är Aktioun wäert Folge kréien en plus hutt dir d'Gemengegesetz an den ROI vun der Gemeng violéiert! Dat gëtt interessant** ».*

*Ce message, rédigé dans un ton comminatoire et comportant une menace sinon une menace implicite, va à l'encontre des principes de décorum et de respect qui devraient caractériser les interactions entre l'exécutif communal et les membres du conseil communal.*

*Dans une démocratie telle que celle du Grand-Duché de Luxembourg, il est impératif que tous les membres du conseil communal puissent exercer librement et sans crainte de représailles les droits de contrôle qui leur sont conférés par la loi communale de 1988. Toute forme de menace ou d'intimidation dirigée contre des conseillers communaux qui cherchent à remplir leurs fonctions légitimes et à contester des décisions qu'ils jugent non conformes à la loi n'est pas seulement inacceptable, mais aussi profondément contraire aux principes fondamentaux de notre démocratie. Une telle conduite sape la confiance publique et menace l'intégrité de nos institutions démocratiques.*

*Le respect des prérogatives et des responsabilités des élus est essentiel pour assurer une gouvernance transparente, responsable et respectueuse de l'état de droit. Il est donc crucial que chaque membre de l'exécutif communal agisse avec la retenue, le respect, et la dignité inhérente à leurs fonctions. Toute déviation de ces normes constitue une atteinte directe à la démocratie et à l'État de droit. Pour préserver la confiance dans nos institutions démocratiques, il est impératif de condamner fermement toute tentative d'intimidation ou de menace envers les membres du conseil communal. De plus, l'accusation de violation de la loi communale et du ROI de la commune soulève des questions essentielles concernant la séparation des pouvoirs et les prérogatives légales.*

*Nous souhaiterions ainsi vous soumettre les questions suivantes :*

- 1. Ce message a-t-il été rédigé par le bourgmestre à titre personnel ou en tant que représentant officiel de la commune ?*
- 2. Dans ce dernier cas, comment le bourgmestre justifie-t-il la menace de conséquences dirigée contre un conseiller communal qui cherche à remplir ses fonctions légitimes et à contester des décisions qu'il juge non conformes à la loi ?*
- 3. Est-il approprié et conforme au rôle d'un bourgmestre que ce dernier accuse un conseiller communal d'avoir violé la loi par texto, sachant que cette prérogative ne le lui revient point mais plutôt aux juges et aux instances judiciaires compétentes ?*

*Etant donné qu'il ne s'agit pas de la première fois que des conseillers communaux de l'opposition à Hesperange reçoivent des messages de ce type, il est crucial de traiter cette question afin de*

*garantir que toutes les interactions des élus respectent l'intégrité, la transparence et le cadre légal nécessaires à une gouvernance efficace.*

*Vous remerciant d'avance pour l'attention que vous voudrez bien porter à ce sujet, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Madame, Messieurs les Échevins, l'expression de nos salutations distinguées.*

*Les conseillers de l'opposition,*

*Stephen De Ron, Mathis Godefroid, Marie-Lyne Keller et Rita Velazquez. »*

**Réponse de M. Marc Lies, bourgmestre :**

*Kolleginnen a Kollegen vun der Oppositoun*

*dir hudd mech gebieden iwwert eng Fro vum 18. Juli, déi vun iech un de Buergermeeschter an un d'Schäffen geriecht ginn ass, Stellung zu engem Message ze huelen deen ech de 17. Juli un de Mathis Godefroid adresséiert hunn. De Message ass Lies – Godefroid.*

*Ech maachen dat ganz gäer fir eng Retsch Saachen kloer ze stellen, an de ganze Prozess vun der Créatioun, der Publikatioun an der Nominatioun vum Posten vum „Coordinateur vum Pacte communal“ an dat richtegt Liicht ze setzen.*

*Ech soen lech awer och ganz kloer Kolleginnen a Kollegen fir mech ass dëst eng Zäsur.*

*Während Joren, dat ginn lo deemnächst 16 Joer, wou ech d'Eier hunn dëse Gemengerot ze leeden, an ech den Dialog an d'Kollegialitéit hei am Gemengerot ëmmer nees propagéiert hunn.*

*Datt een sech an der Saach net ëmmer eens ass, léit an der Natur vun eiser Aarbecht. Allerdengs sollt dëse Gemengerot eng Entente an een Zesummeschaffe bilden, am Interesse vun eiser Gemeng an am Interesse vun de Bierger aus eiser Gemeng!*

*Ech sinn lo am 25ten Joer Member vun dësem Gemengerot, verschidderer vun iech sinn Ufank vun den 2000er Joren nach an de Kannerschong ronderëm gelaf.*

*Während deene leschte 25 Joer hunn ech keng därmoossen Nidderträchtegkeet erliewt, wéi dat lo an dëser Saach, ronderëm d'Nominatioun vun engem Posten de Fall ass!*

*Ech hoffen dir hudd alleguer gutt Zäit well ech wëll hei ganz detailléiert op dës Saach vun der Astellung vun engem „Coordinateur Pacte Communal“ agoen, mat senge Konsequenzen.*

*Mir haten als eng vun den éischte Gemengen hei am Land de Pakt vum Zesummeliewen de 17. Januar 2022 ënnerschriwwen. Eisen deemolege Sozialschäffen de Romain Juncker huet vun 2017-2023 eng sëlliche Sozialprojeten an d'Liewe geruff an de Pakt vum Zesummeliewen wor een Element vun dëser Sozialaarbecht.*

*Eis Gemeng engagéiert sech zanter ville Joer ëm d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Eiser Gemeng, mat engem Undeel vu bal 55% Net-Lëtzebuerger, ass et wichteg datt d'Integratioun fonctionéiert.*

*Ech wees net wéi oft datt dir aus mengem Mond an de vergaangene Joer héieren hudd, datt eis, datt mir, d'Zesummeliewen an de Mateneen an eiser Gesellschaft extrem wichteg sinn.*

*Ech verweisen op verschidde Sozialprojeten oder op all dat wat déi lescht Joren um kulturellen oder sportleche Plang, iwwert nei Infrastrukturen oder d'Organisatioun vun Evenementer en place gesat ginn ass!*

*All dës Projeten fërderen eist Zesummeliewen, an et sinn der net wéineg!*

*Jo dat huet vill mam Buergermeeschter, awer net nëmmen ze dinn, deen dës Projeten, Evenementer mat initiéiert, gefërdert an och ëmgesat huet.*



Mir sinn een agespillten Team, mat ville fläissege Leit, déi de Wëllen vun dëser integrativer Politik, iwwert déi lescht Joren, mat gedroen an och mat ëmgemat hunn.

An dat mat Bravour. Hinnen All, ouni spezifesch lo een Numm wëllen ze nennen, soen ech e ganz decke MERCI fir dës Aarbecht, a fir mat dëser Aarbecht d'Zesummeliewen an eiser Gemeng ze fërderen.

Den 23. August 2023 ass dat neit Gesetz vum „Pacte communal du vivre-ensemble interculturel » a Kraaft getrueden.

Et stoung fir eis schon deemols fest datt mir esou, wéi et am Gesetz steet, och e Coordinateur fir dës Tâche wäerten astellen. Esou wéi mir et viru Joren mam Coordinateur sportif gemaach hunn, a wéi et och mat engem Coordinateur culturel virgesinn ass.

De Posten vum „Coordinateur Pacte Communal“ gëtt zu engem gewëssen Deel vum Familljeministère mat finanziert.

Am diesbezügliche Gesetz steet näischt iwwert eng spezifesch Formatioun! Dës Persoun soll allerdéngs e Bachelor – A2 hunn, an natierlech och eng gewësse Berufserfahrung matbrennen.

Ech betounen, am Gesetz iwwert de Pacte communal steet Bachelor – A2 ouni Spezifikatioun!

**Hei den Text aus dem Gesetz:** „Le coordinateur pacte communal – Il doit se prévaloir d'un diplôme de niveau bachelor ou équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement. Il doit également se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins trois années »

An der Gemengerotssetzung vum 26. Abrëll ass dës Posten dunn och an der Carrière Bachelor – A2 (ouni Spezifikatioun) geschaf ginn.

Hei den Objet mat folgendem Wording: „Création d'un poste d'employé communal dans le groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif - Coordinateur pacte communal »

De Posten ass den 23. Mee publiziert ginn mat folgendem Wortlaut: L'administration communale se propose de recruter un coordinateur pacte communal sous le statut de l'employé communal (m/f) à plein temps dans le groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif.

Ech widerhuelen « groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif » ouni Spezifikatioun am Intitulé esouwuel bei der Créatioun wéi och bei der Publikatioun !

Fir eis wor et eigentlech kloer datt bei der Nominatioun keng Zweifel dierfte sinn, well d'Créatioun an d'Publicatioun de selwechte Wortlaut haten.

Allerdéngs, an dat ass déi kleng Nuance op där dann och lo ronderëm geridde gëtt, stoung an der Publikatioun ënnert dem Punkt **a) Conditions d'admissibilité et profil** „être détenteur d'un diplôme de bachelor ou équivalent dans un domaine pertinent > du vivre ensemble (hätte mir nach vivre ensemble derbäi geschriwwen an duerno e Punkt gemaach, da wier keng Diskussioun opkomm). Ma den „tel que les sciences sociales éducatives, l'anthropologie ou les études interculturelles », huet zu enger zwiespältiger Situatioun gefouert !

Hätt an der Publikatioun « peut » être détenteur, gestan, oder dat Wiertchen „similaire“ wier nach bäigesat ginn, da bräichte mir dës Diskussioun haut hei net ze féieren.

Et ass engem Gemengerot säi Recht, an ech betounen säin absolut Recht, verschidden Decisiounen vum Schäfferot ze hannerfroen.

Dat hei kann een hannerfroen, absolut richteg, et handelt sech allerdéngs just ëm eng Nuance!

Fir op d'Profilbeschriewung zrëck ze kommen. Dës Profilbeschriewung huet de Responsablen vun eise Relations publiques zesummen mat de Beroder vum Familljeministère erstallt.

*Uuni datt dës Profilbeschriewung awer eng gesetzlech Basis am Gesetz iwwert de „Pacte communal du vivre-ensemble interculturel“ hätt. Ech hunn iech vir drun de Passage aus dem Gesetz virgelies, wou näischt vun enger Spezifikatioun drasteet!*

*An der Publikatioun stoung eng Richtlinn wat de Profil vun der Persoun déi anzustellen ass ugeet. Ech widderhuelen als „**Richtlinn**“..!*

*Déi 3 Oppositionsparteien hunn dat beim Vote a geheimer Sëtzung, an ech ënnersträichen a geheimer Sëtzung awer anescht gesinn. Ech komme spéider op de Volet vun der geheimer Sëtzung zréck.*

*Déi 5 Gemengeréit vun der Opposition hätte jo dem Schafferot kenne recommandéieren fir dësen Zwiespalt mam Inneministère ze klären, an de Vote op eng nächst Sëtzung ze verréckelen, wéi d'Opposition et zu Sandweiler bei der selwechter Problematik zu enger Nominatioun gemaach huet.*

*Ma nee, hei ass et just drëm gaang fir Polemik ze bedriewen an duerno eng Schmotzcampagne ze lancéieren. Ech kommen nach ganz détailléiert op dëst Trauerspill zréck.*

*De Vote mat der Nominatioun ass den 12. Juli mat 10 Stëmme (pour), 5 Stëmme fir eng aner Kandidatin an 1 Abstentioun, majoritäre ugeholl ginn. Dëst nennt een en demokratesche Prozess.*

*Ech selwer hunn net un der Diskussioun an och net um Vote deelgeholl. Ech selwer hunn och net um Choix vun der Kandidatin deelgeholl, nodeems datt 3 Leit am Interview woren.*

*De Prozess beim Choix vu potenzielle Kandidaten ass zanter Joren de selwechten, wou de Schafferot de Mataarbechter déi d'Responsabilitéit an deem jeeweilige Beräich hunn, d'Critèren vum Choix, wien an den Interview geruf soll ginn, a wien herno zréck behale gëtt, iwwerléisst.*

*Et sinn déi aktuell Mataarbechter déi an Zukunft mat neie Mataarbechter zesummen ze schaffen hunn, an och hei muss d'Chimie an de Professionalisme stëmmen.*

*De Prozess bei dësem Posten wor genau de selwechten wéi bei all anerem Posten an ass ganz transparent iwwert d'Bühn gaang.*

*De Responsablen vun eise Relations publiques huet eng Pré-Selektioun vun 3 Kandidaten gemaach. Dës Kandidaten sinn an den Interview geruff ginn, an zum Schluss hunn 2 Gemengebeamten, eise Gemengesekretär, de Supérieur hiérarchique vum Département Secrétariat, an de Responsablen vun de Relations publiques dem Schafferot d'Nominatioun ëm déi et hei geet, proposéiert.*

*Kolleginnen a Kollegen vun der Opposition dir stellt mat ären Agissementer och d'Uerteelsverméigen vun 2 erfuerenen a gudden Beamten vun eiser Gemeng a Fro!*

*D'Kandidatin huet een A2 – Bachelor Diplom, net wéi et fälschlecherweis an der Press geschriwwen ginn ass, hat wier net am Besëtz vun engem diesbezüglichen Diplom gewiescht.*

*Ech widderhuelen nach emol datt ech mech selwer net un den Diskussiounen iwwert de Choix an och net un den Diskussiounen an dem Vote iwwert de Posten bedeelegt hunn!*

*Wou den Interessenskonflikt hei soll leien, wéi eis Oppositionsréit dat am Courier un den Inneminister reklaméiert hunn, ass also Null und Nichtig?!*

*Ech stelle mir hei awer extrem vill Froen iwwert d'Chancëgläichheet?*

*Hunn an eisem Land d'Leit net alleguer déi selwecht Rechter?!*

**Am Artikel 15** vun eiser Verfassung steet am Punkt 1 – **D'Lëtzebuerger si virum Gesetz gläich.**

*Déi Leit déi sech d'Chancëgläichheet grouss op de Fändel geschriwwen hunn sollen sech a Bezug op d'Nominatioun vun dësem Posten mol selwer ganz stark hannerfroen.*

**Am Artikel 20** – **All Persoun huet d'Recht op de Respekt vun hirem Privatliwen?!**

*Déi Leit déi d'Privatsphär vun der nominéierter Persoun net respektéiert hunn, andeems sie den Numm an d'Ëffentlechkeet gedroen hunn, sollen sech selwer och ganz staark hannerfroen.*

Ech hunn mir an de leschte Wochen vill Froen gestallt, an et ass praktesch keen Dag vergaang wou ech mech net mat dësem infekten Procédé befaasst hunn. Ech erklären mech och zu dësem Wording!

Déi éischt Fro déi ech mir gestallt hunn: Wien huet d'Fiedem vun Ufank un bei dëser hannerhálteger Aktioun gezunn?

Déi zweet Fro déi ech mir gestallt hunn: Wien huet de Courrier un den Inneminister formuliert an och den Numm explizit an d'Schreiwes dragesat?

An déi drëtt, fir mech mat déi wichtegst Fro: Wien huet de Courrier mam Numm „dat muss een sech op der Zong zergoe loossen – wou bleiwt den Dateschutz?“ un d'Press weiderginn?

Ech sinn zu ville Conclusiounen kumm!

Ech hunn et virdrun scho gesot. Et ass d'Recht an och d'Aufgab vun enger Oppositoun fir verschidden Decisiounen vun enger Majoritéit a Fro ze stellen. Et ass och d'Recht vun enger Oppositoun e Courrier un de Ministère de Tutelle vun der Gemeng ze schécken.

Dëst ass viru Joren bei eis an der Gemeng jo och schon bei enger anerer Nominatioun gemaach ginn. Domat sinn ech ëmmer nach averstan, obwuel explizit den Numm am Courrier un den Inneminister och näischt verluer huet!

Wat allerdéngs eng Ongeheierlechkeet ass, an ech widderhuelen Ongeheierlechkeet, ass datt **de Courrier mam Numm** aus enger **geheimer Sëtzung** an d'**Ëffentlechkeet** gaangen ass.

Dëst ass d'Pointe vun dëser Schmotzcampagne, wat net déi éischt ass!

Hutt dir iech nie gefrot wat dës Publikatioun fir eng Inzidenz op d'Privatliewen vun dëser Persoun kéint hunn? An et huet eng Inzidenz!

Ech hunn iech lo just den Artikel 20 aus eiser Verfassung virgelies. Ech widderhuelen nach emol, fir datt et an är Käpp erageet - **All Persoun huet d'Recht op de Respekt vun hirem Privatliewen.**

Schummt iech!

Am Courrier un den Inneminister an un d'Press gëtt 1. gefrot op d'Kandidatin déi richtig Qualifikatiounen par rapport zu de conditions d'admissibilité huet ? Dat kann een hannerfroen. Ech hat virdrun schon d'Erklärung ginn datt de Posten eiser Meenung no richtig kreéiert ginn ass, als Bachelor – A2 ouni Spezifikatioun an och deementspreechend konnt genannt ginn.

An der Publikatioun stoung eng Spezifikatioun, déi awer just als Richtlinn sollt dengen. Hätt an der Publikatioun gestan, „le candidat PEUT être détenteur, oder dat Wuert « similaire » hätt an der Publikatioun gestan, wiere keng Diskussiounen opkomm. Also „Kaffesatzleserei“

Datt den Inneminister eng Décisioun huet missen huelen, steet fest. De selwechten Inneminister huet der Gemeng och geschriwwen datt d'Publikatioun soll ëmformuliert ginn.

Genau d'selwecht wéi bei der Posten Diskussioun an der Gemeng Sandweiler, wou et ëm genau déi selwecht Problematik gaangen ass!

Just zu Sandweiler krut d'Oppositoun hiert Fett weg andeems gesot ginn ass, datt dëst alles „kale Kaffi“ wier. Bei eis ass et och „kale Kaffi“, just datt eis Oppositoun vill méi aus dëser Nummer gemaach huet, a leider och mat Hallef Wourechtchen agéiert huet.

Aus dem Inneministère ass och verlaude gelooss ginn, datt et sech ëm eng Interprétiounssaach handelt, datt d'Kandidatin wuelweisslech e richtigen Bachelor Diplom huet, a mat engem schwäizer Héichschouldiplom e besonneschen éducative Baggage ka virweisen.

Déi selwecht Kandidatin kann eng jorelaang beruflech Experienz am soziale Beräich virweisen, wat d'Oppositoun an hierem Bréif der nominierter Kandidatin och wollt streideg maachen!

Den Interessenkonflikt ass vum Inneminister zeréck gewise ginn well sech de Buergermeeschter un all rechtlech a gesetzlech Dispositiounen gehalen huet.

Ech stellen nach emol d'Fro vun der Chancëgläichheet?!

Et ass och net fir d'éischt datt Informatiounen aus geheimer Setzung an d'Ëffentlechkeet komm sinn. Ech wees net wéi oft datt ech déi lescht Joren de ROI vun der Gemeng zum Ufank vun enger Setzung zitiiert hunn.

Fräi nom Motto, un d'Reegelen hunn déi aner sech ze halen, ma dëst gëllt net fir d'Oppositoun zu Hesper.

Ech komme lo zum Schluss op de Courier vum 18. Juli zeréck, wou de Buergermeeschter, respektiv d'Schäffen solle Stellung huelen.

Dës 3 Froen sinn u mech geriecht an net un d'Kollegen aus dem Schäfferot. Et ass déi lescht Méint jo zum Sport ginn fir de Buergermeeschter hei am Gemengerot interpelléieren!

Et geet an ärem Schreiwes scho mat engem grawéierende Feeler a Bezug op den sms Message un. Dir schreift just d'Hallschent vum Message an äre Courier, domat gidd dir dem konkrete Sachverhalt eng ganz aner Nuance.

Dëst ass jo natierlech wesentlech a wëllentlech gemaach ginn, fir vun der Problematik, déi dir mat ärem Agissement gemaach hudd, ofzelenken.

Hei dat wat an ärem Courier steet, wat ech dem Verrieder vun de Piraten geschriwwen SOLL hunn: „Är Aktioun wäert Folge kréien en plus hutt dir d'Gemengegesetz an den ROI vun der Gemeng violéiert! Dat gëtt interessant“. **Eng Hallef Wourecht!**

Hei wees jo kee Mensch ëm wat et iwwerhaupt geet!

Hei de ganze Message un de Mathis Godefroid vun de Piraten: **Mathis stinn d'Piraten net zu 100% zum Dateschutz?** An duerno kennt ... Är Aktioun wäert Folge kréien en plus hutt dir d'Gemengegesetz an den ROI vun der Gemeng violéiert! Dat gëtt interessant“.

Firwat hunn ech dem Verrieder vun de Piraten dat geschriwwen?!

Am Grondsatzprogramm vun der Piratepartei, deen den Här Godefroit jo misst kennen, steet am Kapitel vun der Privatsphär Follgendes. Am éischte Satz vun dësem Kapitel: „Das Recht auf Wahrung der Privatsphäre ist ein unabdingbares Fundament einer demokratischen Gesellschaft“, e puer Sätz an dem selwechte Kapitel méi spéit: „Jedem Bürger muss das Recht auf Anonymität, das unserer Verfassung innewohnt, garantiert werden“.

Den Här Godefroid verstéisst mat der Verëffentlechung an dem Uginn vum Numm vun enger privat Persoun géint de Grondsatzprogramm vu senger eegener Partei.

Hunn d'Piraten dann net ëmmer den Dateschutz an d'Transparenz an d'Vitrinn vun hierem Dasein gestallt?!

Den Här Godefroid verstéisst och géint d'Verfassung vun eisem Land wat d'Privatsphär vun enger Privatpersoun ugeet!

Hätt dir an dësem Schreiwes un de Schäfferot an och un d'Press alles zitiiert dann hätten sech d'Press an och d'Allgemengheet een anert Bild kenne maachen.

Ma nee, et ass jo just drëm gaang fir Schued unzeriichten an dem Buergermeeschter eng auszewëschen.

Hudd dir iech eng kéier d'Fro gestalt, wat dir mat der Persoun a mat dem Rescht vun hirer Famill gemaach hudd, déi absolut guer näischt mat Politik um Hut huet?!

Hudd dir iech déi Fro gestallt wat de Patron vun där Persoun déi ëffentlech duerch den Dreck gezu ginn ass, zu dëser Geschicht gesot huet?!

Dir hudd e moraleschen a beruffleche Schued bei enger Persoun provoziert, déi sech mat de richtigen Diplomer op eng Plaz gemëllt huet, wou sie eng plus-value fir eis Gemeng hätt kenne ginn.

Dir hudd iech als Oppositoun iwwert all normal Gepflogenheeten vu Respekt, Anstand, Fairplay an och iwwert d'Anhalen vun eiser Gesetzgebung eweg gesat.

An dat soll keng Konsequenzen hunn oder kréien?!

Dir hudd mat ärem agéieren eng roud Linn iwwerschratt andeems är infam Attacken géint de Buergermeeschter lo um perséinleche, familiären Plang ukomm sinn.

Et brauch vun iech kee méi vu Respekt ze schwätzen. Respekt verdengt sech, an dir hudd dëse Respekt verspillt.

Ech wäert mech net entschëllegen fir dat wat ech dem Conseiller vun de Piraten geschriwwen hunn.

Dir schwätzt vun Demokratieverständnis an ärem Schreiwen. Hat de Vote mat 10 Stëmmen en faveur, 5 Stëmmen dergéint an 1 Abstentioun keng Majoritéit.

Wat ass ärt Verständnis da vun Demokratie a Majoritéitsprinzip?

Goufen net all d'Erklärung ginn. Ass de ganze Prozess vun der Créatioun, Publikatioun, Nominatioun wéi virdrun erklärt net transparent iwwert d'Bün gaang?

Dir schafft hei mat Hirngespinsten, mat Diffamatiounen déi just een Zweck hunn, nämlech ze schueden.

D'Äntwert op är éischt Fro, op de Message a mengem perséinlechen Numm gemaach ginn ass, ass mat JO ze beäntweren.

D'Äntwert op är zweet Fro, wat d'Justifikatioun vun enger „sougenannter“ Menace op d'Contestatioun vun enger Decisioun vum Gemengerot dann ass, ginn ech iech folgend Äntwert.

Wéi virdrun schon erklärt, hunn ech de Conseiller vun de Piraten zum Grondsatzprogramm vu senger Partei an zu der Verfassung interpelléiert. **Dat wor keng Drohung, dat wor eng Remarque oder besser gesot eng Fro!**

Natierlech huet d'Net anhalen zu den Dispositiounen vum Dateschutz Konsequenzen. Dir kënnt iech d'Welt dach net einfach maachen wéi se iech gefällt, et ginn Gesetzer an et ginn Reegelen. Un dës Reegelen hunn sech och **déi Gréng, d'Sozialisten an d'Piraten** ze halen.

Wat déi drëtt Fro ugeet a Bezug op d'Violatioun vum ROI (règlement d'ordre intérieur) vun der Gemeng wéilt ech gäer folgendes soen:

An eisem ROI deen den 1. Dezember 2017 ugepasst ginn ass, steet am Artikel 6 Punkt 4 ënnert « **Devoirs de délicatesse** » follgende Satz:

„Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur de divulguer à toute personne étrangère au conseil communal des documents dont il aurait pris photocopie ou qui lui ont été transmis électroniquement en application de l'article 5 (Convokatioun an ordre du jour vum Gemengerot) du présent règlement »

Am Artikel 9 vum ROI stinn déi selwecht Dispositiounen wéi am Gemengegesetz: „Les délibérations prise à huis clos ne sont pas accessibles aux tiers aussi longtemps que le conseil n'a pas décidé de les rendre publiques »

Dir hudd iech weder un den Artikel 6 nach un den Artikel 9 gehal. Ech soen och hei nach emol datt Reegelen an d'Gesetzer och vun **déi Gréng, de Sozialisten an de Piraten** anzehale sinn.

Ech wëll iech och an Erennung rufen datt dir een Eed geschwuer hudd, andeems d'Verfassung an d'Gesetzer ze respektéieren an anzehalen sinn.

*Hei de Schwuer deen dir gelescht hudd: « **Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité** » Hei gëtt et bei iech villes ze sträichen !*

*Et wäer un de Gerichter fir heiriwwer ze jugéieren.*

*Ech kucken iech alle 5 an d'Gesicht a froen iech op dir iech net misst schummen wat dir heimat ugeriecht hudd. Hudd dir iech nie Gedanken iwwert déi geschiedegt Persoun gemaach?!*

*Ass den Hass géintiwwer vum Buergermeeschter esou grouss, just fir him eng auszewëschen, ouni awer ze bedenken wat d'Konsequenzen fir aner Persounen, déi politesch net concernéiert sinn, kennen hunn?!*

*Et brauch mir keen vun iech 5 méi vu Respekt ze schwätzen, déi scho besote roud Linn, aß mat dëser inszenéierter Geschichte, iwwerschrat.*

### **Traduction:**

Collègues de l'opposition,

Vous m'avez demandé de prendre position sur une question du 18 juillet, adressée par vous au bourgmestre et aux échevins, concernant un message que j'ai adressé à Mathis Godefroid le 17 juillet. Le message est Lies – Godefroid.

Je le fais volontiers pour clarifier plusieurs choses et mettre en lumière tout le processus de création, de publication et de nomination du poste de 'Coordinateur du Pacte communal'.

Je vous dis aussi très clairement, collègues, pour moi, c'est une rupture.

Pendant des années, cela fera bientôt 16 ans, j'ai eu l'honneur de diriger ce conseil communal, et j'ai toujours prôné le dialogue et la collégialité au sein de ce conseil.

Le fait que nous ne soyons pas toujours d'accord sur les questions est dans la nature de notre travail. Cependant, ce conseil communal devrait former une entente et une collaboration, dans l'intérêt de notre commune et des citoyens de notre commune !

Je suis maintenant membre de ce conseil communal depuis 25 ans, certains d'entre vous couraient encore en chaussures d'enfant au début des années 2000.

Au cours des 25 dernières années, je n'ai jamais vécu une telle bassesse que celle qui entoure actuellement la nomination de ce poste !

J'espère que vous avez assez de temps car je veux aborder en détail cette question de l'embauche d'un 'Coordinateur Pacte Communal', avec ses conséquences.

Nous avons été l'une des premières communes du pays à signer le Pacte communal du vivre-ensemble interculturel le 17 janvier 2022. Notre ancien échevin des affaires sociales, Romain Juncker, a lancé de nombreux projets sociaux de 2017 à 2023, et le Pacte de la Cohabitation était un élément de ce travail social.

Notre commune s'engage depuis de nombreuses années pour le vivre-ensemble dans notre société. Avec une proportion de près de 55 % de non-Luxembourgeois, il est important pour notre commune que l'intégration fonctionne.

Je ne sais pas combien de fois vous m'avez entendu dire au cours des dernières années que la cohabitation et le vivre-ensemble dans notre société sont extrêmement importants pour nous, pour moi.

Je fais référence à divers projets sociaux, à tout ce qui a été mis en place ces dernières années dans les domaines culturel ou sportif, à travers de nouvelles infrastructures ou l'organisation d'événements !

Tous ces projets favorisent notre vivre-ensemble, et ils ne sont pas peu nombreux !

Oui, cela a beaucoup à voir avec le bourgmestre, mais pas seulement, qui a initié, soutenu et mis en œuvre ces projets et événements.

Nous sommes une équipe bien rodée, avec de nombreuses personnes dévouées, qui ont porté et mis en œuvre cette politique intégrative au cours des dernières années.

Et cela avec bravoure. À vous tous, sans vouloir nommer quelqu'un en particulier, je dis un grand MERCI pour ce travail, et pour promouvoir le vivre-ensemble dans notre commune grâce à ce travail.

Le 23 août 2023, la nouvelle loi sur le 'Pacte communal du vivre-ensemble interculturel' est entrée en vigueur.

Il était déjà clair pour nous à l'époque que, comme le stipule la loi, nous allions également embaucher un coordinateur pour cette tâche. Tout comme nous l'avons fait il y a des années avec le coordinateur sportif, et comme il est également prévu avec un coordinateur culturel.

Le poste de 'Coordinateur Pacte Communal' est en partie financé par le ministère de la Famille.

La loi en question ne mentionne aucune formation spécifique ! Cette personne doit cependant avoir un Bachelor – A2, et bien sûr, une certaine expérience professionnelle. Je souligne que, dans la loi sur le Pacte communal, il est écrit Bachelor – A2 sans spécification !

**Voici le texte de la loi :** « Le coordinateur pacte communal – Il doit se prévaloir d'un diplôme de niveau bachelor ou équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement. Il doit également se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins trois années. »

Lors de la séance du conseil communal du 26 avril, ce poste a également été créé dans la carrière Bachelor – A2 (sans spécification).

Voici l'objet avec le libellé suivant : 'Création d'un poste d'employé communal dans le groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif - Coordinateur pacte communal.

Le poste a été publié le 23 mai avec le libellé suivant : L'administration communale se propose de recruter un coordinateur pacte communal sous le statut de l'employé communal (m/f) à plein temps dans le groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif.

Je répète « groupe d'indemnité A2, sous-groupe administratif » sans spécification dans l'intitulé, tant lors de la création que lors de la publication !

Pour nous, il était clair qu'il ne devait y avoir aucun doute lors de la nomination, car la création et la publication avaient le même libellé.

Cependant, et c'est la petite nuance qui est maintenant discutée, il était écrit dans la publication sous le point **a) Conditions d'admissibilité et profil** « être détenteur d'un diplôme de bachelor ou équivalent dans un domaine pertinent > du vivre ensemble (si nous avons ajouté vivre ensemble et mis un point après, il n'y aurait pas eu de discussion). Mais le « *tel que les sciences sociales éducatives, l'anthropologie ou les études interculturelles* » a conduit à une situation ambiguë !

Si dans la publication il avait été écrit « peut » être détenteur, ou si le mot « similaire » avait été ajouté, nous n'aurions pas besoin de mener cette discussion aujourd'hui.

Il est du droit d'un conseil communal, et je souligne son droit absolu, de remettre en question certaines décisions du collège des bourgmestre et échevins.

Cela peut être remis en question, absolument, mais il ne s'agit que d'une nuance !

Pour revenir à la description du profil. Cette description de profil a été élaborée par le responsable de nos relations publiques en collaboration avec les conseillers du ministère de la Famille.

Sans que cette description de profil ait toutefois une base légale dans la loi sur le 'Pacte communal du vivre-ensemble interculturel'. Je vous ai lu précédemment le passage de la loi où il n'est fait mention d'aucune spécification !

Dans la publication, il y avait une ligne directrice concernant le profil de la personne à recruter. Je répète, comme '**ligne directrice**'...!

Les trois partis d'opposition ont vu cela différemment lors du vote en séance secrète, et je souligne en séance secrète. Je reviendrai plus tard sur l'aspect de la séance secrète.

Les cinq conseillers communaux de l'opposition auraient pu recommander au collège des échevins de clarifier ce différend avec le ministère de l'Intérieur et de reporter le vote à une prochaine séance, comme l'opposition l'a fait à Sandweiler pour une problématique similaire concernant une nomination.

Mais non, il s'agissait ici simplement de créer une polémique et ensuite de lancer une campagne de diffamation. Je reviendrai en détail sur ce triste spectacle.

Le vote avec la nomination a été adopté le 12 juillet avec 10 voix (pour), 5 voix pour une autre candidate et 1 abstention, majoritairement adopté. C'est ce qu'on appelle un processus démocratique.

Je n'ai moi-même pas participé à la discussion ni au vote. Je n'ai pas non plus participé au choix de la candidate, après que trois personnes ont été interviewées.

Le processus de sélection des candidats potentiels est le même depuis des années, où le collège des échevins laisse aux employés responsables dans le domaine concerné le soin de définir les critères de sélection, de décider qui doit être convoqué pour un entretien et qui sera finalement retenu.

Ce sont les employés actuels qui devront travailler avec les nouveaux employés à l'avenir, et ici aussi, la chimie et le professionnalisme doivent être au rendez-vous.

Le processus pour ce poste a été exactement le même que pour tout autre poste et s'est déroulé de manière totalement transparente.

Le responsable de nos relations publiques a fait une présélection de 3 candidats. Ces candidats ont été convoqués pour un entretien, et à la fin, deux fonctionnaires communaux, notre secrétaire communal, le supérieur hiérarchique du département du secrétariat, et le responsable des relations publiques ont proposé la nomination au collège des échevins.

Collègues de l'opposition, avec vos agissements, vous remettez également en question le jugement de deux fonctionnaires expérimentés et compétents de notre commune !



La candidate possède un diplôme de Bachelor – A2, contrairement à ce qui a été écrit à tort dans la presse, disant qu'elle ne possédait pas un tel diplôme.

Je répète encore une fois que je ne me suis pas impliqué dans les discussions sur le choix ni dans les discussions et le vote concernant le poste !

Où est donc le conflit d'intérêts ici, comme nos conseillers d'opposition l'ont revendiqué dans leur courrier au ministre de l'Intérieur ? C'est donc nul et non avenu ?!

Je me pose ici beaucoup de questions sur l'égalité des chances.

Les gens dans notre pays n'ont-ils pas tous les mêmes droits ?!

**L'article 15** de notre Constitution stipule au point 1 – **Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.**

Ceux qui ont inscrit l'égalité des chances en grandes lettres sur leur bannière devraient sérieusement se remettre en question en ce qui concerne la nomination à ce poste.

**L'article 20 – Toute personne a droit au respect de sa vie privée.**

Ceux qui n'ont pas respecté la vie privée de la personne nommée en divulguant son nom au public devraient également se remettre en question.

Au cours des dernières semaines, je me suis posé beaucoup de questions, et il ne s'est pratiquement pas passé un jour sans que je ne me préoccupe de cette procédure infecte. Je vais également expliquer ce terme !

La première question que je me suis posée : Qui a tiré les ficelles dès le début de cette action sournoise ?

La deuxième question que je me suis posée : Qui a formulé le courrier au ministre de l'Intérieur et a explicitement mentionné le nom dans la lettre ?

Et la troisième, pour moi la plus importante : Qui a transmis le courrier avec le nom 'cela doit être savouré – où est la protection des données ?' à la presse ?

Je suis arrivé à de nombreuses conclusions !

Je l'ai déjà dit auparavant. C'est le droit et aussi le devoir d'une opposition de remettre en question certaines décisions d'une majorité. C'est aussi le droit d'une opposition d'envoyer un courrier au ministère de tutelle de la commune.

Cela a déjà été fait il y a des années dans notre commune pour une autre nomination. Je suis toujours d'accord avec cela, bien que le nom n'ait rien à faire dans le courrier au ministre de l'Intérieur !

Ce qui est cependant une monstruosité, et je répète monstruosité, c'est que **le courrier avec le nom** provenant d'une **séance secrète** a été **rendu public**.

C'est le point culminant de cette campagne de diffamation, qui n'est pas la première ! Ne vous êtes-vous jamais demandé quelles incidences cette publication pourrait avoir sur la vie privée de cette personne ? Et cela a des incidences !

Je vous ai lu l'article 20 de notre Constitution. Je répète encore une fois, pour que cela entre dans vos têtes - **Toute personne a droit au respect de sa vie privée.**

Honte à vous !

Dans le courrier au ministre de l'Intérieur et à la presse, il est demandé si la candidate a les qualifications requises par rapport aux conditions d'admissibilité ? Cela peut être remis en question. J'avais déjà donné des explications auparavant que le poste, selon nous, avait été correctement créé, en tant que Bachelor – A2 sans spécification et pouvait donc être nommé en conséquence.

La publication contenait une spécification, qui devait cependant servir uniquement de ligne directrice. Si la publication avait indiqué « le candidat PEUT être détenteur », ou si le mot « similaire » avait été ajouté, il n'y aurait pas eu de discussions. Donc, de la « lecture de marc de café »

Il est certain que le ministre de l'Intérieur devait prendre une décision. Le même ministre a également écrit à la commune pour que la publication soit reformulée.

Exactement comme lors de la discussion sur le poste dans la commune de Sandweiler, où il s'agissait exactement du même problème !

À Sandweiler, l'opposition a été réprimandée en disant que tout cela était du 'vieux café'. Chez nous, c'est aussi du 'vieux café', mais notre opposition en a fait beaucoup plus de cette affaire, et malheureusement, a agi avec des demi-vérités.

Il a également été laissé entendre par le ministère de l'Intérieur qu'il s'agissait d'une question d'interprétation, que la candidate possédait bien un diplôme de Bachelor, et qu'avec un diplôme universitaire suisse, elle pouvait présenter un bagage éducatif particulier.

La même candidate peut justifier d'une longue expérience professionnelle dans le domaine social, ce que l'opposition a également voulu contester dans sa lettre concernant la candidate nommée !

Le conflit d'intérêts a été rejeté par le ministre de l'Intérieur car le bourgmestre a respecté toutes les dispositions légales et réglementaires.

Je pose encore une fois la question de l'égalité des chances !

Ce n'est pas non plus la première fois que des informations provenant d'une séance secrète sont rendues publiques. Je ne sais pas combien de fois j'ai cité le ROI de la commune au début d'une séance ces dernières années.

Selon le principe, les autres doivent respecter les règles, mais cela ne s'applique pas à l'opposition à Hesperange.

Je reviens maintenant à la lettre du 18 juillet, où le bourgmestre et les échevins doivent prendre position.

Ces trois questions me sont adressées et non aux collègues du collège des échevins. Ces derniers mois, il est devenu courant d'interpeller le bourgmestre ici au conseil communal !

Votre lettre commence déjà par une erreur grave concernant le message SMS. Vous ne citez que la moitié du message dans votre courrier, ce qui donne une toute autre nuance aux faits concrets.

Cela a bien sûr été fait de manière délibérée pour détourner l'attention du problème que vous avez créé avec votre comportement.

Voici ce qui est écrit dans votre courrier, ce que j'aurais écrit au représentant des Pirates : 'Votre action aura des conséquences, en plus vous avez violé la loi communale et le ROI de la commune ! Cela va être intéressant.' **Une demi-vérité !**

Personne ne sait de quoi il s'agit !

Voici le message complet à Mathis Godefroid des « Piraten » : **'Mathis, les Pirates ne sont-ils pas à 100 % pour la protection des données ?** Et ensuite vient... Votre action aura des conséquences, en plus vous avez violé la loi communale et le ROI de la commune ! Cela va être intéressant.'

Pourquoi ai-je écrit cela au représentant des Pirates ?

Dans le programme de base du Parti Pirate, que M. Godefroid devrait connaître, il est écrit dans le chapitre sur la vie privée ce qui suit. Dans la première phrase de ce chapitre : 'Le droit au respect de la vie privée est un fondement indispensable d'une société démocratique', quelques phrases plus loin dans le même chapitre : 'Chaque citoyen doit se voir garantir le droit à l'anonymat, inhérent à notre Constitution.'

M. Godefroid enfreint le programme de base de son propre parti en divulguant le nom d'une personne privée.

Les Pirates n'ont-ils pas toujours mis en avant la protection des données et la transparence ?

M. Godefroid enfreint également la Constitution de notre pays en ce qui concerne la vie privée d'une personne !

Si vous aviez cité l'intégralité du message dans votre lettre au collègue des bourgmestre et échevins et à la presse, la presse et le public auraient pu se faire une autre idée.

Mais non, il s'agissait simplement de causer des dommages et de nuire au bourgmestre.

Vous êtes-vous déjà demandé ce que vous avez fait à cette personne et à sa famille, qui n'ont absolument rien à voir avec la politique ?

Vous êtes-vous demandé ce que le patron de cette personne, qui a été publiquement traînée dans la boue, a pensé de cette histoire ?

Vous avez provoqué un préjudice moral et professionnel à une personne qui avait les diplômes requis pour un poste où elle aurait pu apporter une valeur ajoutée à notre commune.

Vous, en tant qu'opposition, avez ignoré toutes les normes de respect, de décence, de fair-play et de respect de notre législation.

Et cela ne devrait entraîner aucune conséquence ?

Vous avez franchi une ligne rouge avec vos actions en attaquant maintenant le bourgmestre sur le plan personnel et familial.

Personne parmi vous ne devrait plus parler de respect. Le respect se mérite, et vous avez perdu ce respect.

Je ne vais pas m'excuser pour ce que j'ai écrit au conseiller des Pirates.

Vous parlez de compréhension de la démocratie dans votre lettre. Le vote avec 10 voix pour, 5 voix contre et 1 abstention n'a-t-il pas obtenu une majorité ?

Quelle est alors votre compréhension de la démocratie et du principe de majorité ?

Toutes les explications n'ont-elles pas été données ? Le processus de création, de publication et de nomination, tel qu'expliqué précédemment, n'a-t-il pas été transparent ?

Vous travaillez ici avec des chimères, avec des diffamations qui n'ont qu'un seul but, celui de nuire.

La réponse à votre première question, si le message a été fait en mon nom personnel, est OUI.

La réponse à votre deuxième question, concernant la justification d'une 'soi-disant' menace sur la contestation d'une décision du conseil communal, est la suivante.

Comme expliqué précédemment, j'ai interpellé le conseiller des Pirates sur le programme de base de son parti et sur la Constitution. **Ce n'était pas une menace, c'était une remarque ou plutôt une question !**

Naturellement, le non-respect des dispositions relatives à la protection des données entraîne des conséquences. Vous ne pouvez pas simplement façonner le monde à votre guise, il y a des lois et des règles. Les « déi gréng », les Socialistes et les Pirates doivent également respecter ces règles.

En ce qui concerne la troisième question relative à la violation du ROI (règlement d'ordre intérieur) de la commune, je voudrais dire ce qui suit :

Dans notre ROI, qui a été ajusté le 1er décembre 2017, il est écrit à l'article 6, point 4, sous 'Devoirs de délicatesse' la phrase suivante :

'Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur de divulguer à toute personne étrangère au conseil communal des documents dont il aurait pris photocopie ou qui lui ont été transmis électroniquement en application de l'article 5 (Convocation et ordre du jour du conseil communal) du présent règlement.'

À l'article 9 du ROI, les mêmes dispositions que dans la loi communale sont mentionnées : 'Les délibérations prises à huis clos ne sont pas accessibles aux tiers aussi longtemps que le conseil n'a pas décidé de les rendre publiques.'

Vous n'avez respecté ni l'article 6 ni l'article 9. Je répète ici encore une fois que les règles et les lois doivent également être respectées par « déi gréng », les Socialistes et les Pirates.

Je veux également vous rappeler que vous avez prêté serment de respecter la Constitution et les lois.

Voici le serment que vous avez prêté : '**Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.**' Il y a beaucoup à redire à ce sujet !

Ce serait aux tribunaux de juger cela.

Je vous regarde tous les cinq en face et je vous demande si vous ne devriez pas avoir honte de ce que vous avez causé. Vous n'avez jamais pensé à la personne lésée ?

La haine envers le bourgmestre est-elle si grande, juste pour lui nuire, sans penser aux conséquences pour d'autres personnes qui ne sont pas concernées politiquement ?

Aucun de vous cinq ne devrait plus parler de respect, cette ligne rouge a été franchie avec cette histoire orchestrée.

#### **b) Question présentée par le groupement politique « DP », relative aux pistes cyclables.**

*Den 16. September 2024 fänkt di Europäesch Mobilitéitswoch. Säit 2005 huelen och vill Gemengen, dorënner och Hesper, un dëser Initiativ deel a bidden Verschiddenes un, woubäi déi "douce Mobilitéit" a besonnesch de Vëlo oft am Vierdergrond vun den eenzelen Programmen stinn.*

*An deem Kontext stellen mir gäre follgend Froen:*

*- Wéi ass den aktuellen Stand vun den eenzelen Projeten déi am Ausbau vun dem Vëlospisten-Netz an der Gemeng Hesper ëmgësat ginn oder solle ginn?*

- *Betreffend de Projet deen duerch de Bësch tëscht dem Houwald an Hesper soll féieren, wéi ass d'Ubannung geduecht souwuel um Houwald wéi an der "Drosbach" zu Hesper, fir dass de Vëlosfuerer nom Verloossen vun der Piste komfortabel kann virufueren.*

**Traduction:**

Le 16 septembre 2024 commence la semaine européenne de la mobilité. Depuis 2005, de nombreuses communes, y compris Hesperange, participent à cette initiative et proposent diverses activités, mettant souvent en avant la "mobilité douce" et en particulier le vélo dans leurs programmes respectifs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes :

- Quel est l'état actuel des différents projets de développement du réseau de pistes cyclables dans la commune de Hesperange, en cours ou prévus ?
- Concernant le projet qui doit traverser la forêt entre Howald et Hesperange, comment est prévue la connexion tant à Howald qu'à "Drosbach" à Hesperange, afin que les cyclistes puissent continuer confortablement après avoir quitté la piste ?

**Réponse de Monsieur Claude Lamberty, échevin :**

Il explique que la piste cyclable « Itzig Predigerberg » est en cours de réalisation et il espère que ce tronçon sera utilisable dans les plus brefs délais.

En ce qui concerne la liaison dite « Drosbach », qui constitue un tronçon important du réseau de pistes cyclables de la commune, on en est actuellement à l'avant-projet sommaire pour une première partie qui s'étend du Howald à la hauteur du hall de tennis en descendant à travers la forêt jusqu'à la route de Thionville. Pour la deuxième partie, le raccordement à la piste cyclable le long de l'Alzette, qui se trouve sur la rive opposée, une solution est encore à l'étude. La solution apparemment évidente d'un raccordement direct par un pont au-dessus de l'embouchure de la Drosbach dans l'Alzette n'est très probablement pas réalisable, car une embouchure de rivière ne peut pas être recouverte.

Le projet de piste cyclable Itzig-Contern est également en préparation et l'étude à ce sujet devrait pouvoir être présentée prochainement.

L'importante liaison intracommunale Hesperange-Itzig est également en cours de planification, mais il faut encore clarifier les droits de propriété, ce qui prend du temps.

**Monsieur Georges BECK, conseiller** ajoute qu'il est regrettable que l'idée d'un pont sur l'embouchure de la Drosbach dans l'Alzette ne soit pas réalisable, en raison d'un veto récent d'une administration, alors que cette idée avait déjà été évoquée dans un courrier du 16 septembre 2019 et qu'il n'avait jamais été question à l'époque que cela ne soit absolument pas possible. Il demande donc à ce que cette solution soit renégociée, ce raccordement étant la partie essentielle de ce tronçon de piste cyclable. Il fait remarquer que l'on met ici les cyclistes dans une situation dangereuse en leur demandant de s'insérer dans le trafic de la route de Thionville à la fin de la liaison, notamment pour les enfants.

Il fait également remarquer que beaucoup d'énergie, de travail et d'argent ont été investis pendant 5 ans dans la planification de cette solution, qui devrait maintenant être caduque.

**Monsieur Claude Lamberty** confirme qu'on tient toujours à ce projet et qu'on continue donc à essayer de trouver une solution pour le réaliser, d'autant plus que ce projet est largement soutenu. En

l'absence d'alternatives acceptables, on se voit contraint de trouver une solution avec l'administration concernée.

**Point 17 : Divers : affaires courantes et communications**

Néant.